



Cet appel à candidatures
est financé par le Fonds
Européen Agricole de
Développement Rural
(FEADER)

PSN 2023-2027

ILE DE LA REUNION

APPEL A CANDIDATURES

LEADER

CAHIER DES CHARGES



Cet appel à candidatures
est financé par le Fonds
Européen Agricole de
Développement Rural
(FEADER)

SOMMAIRE

Table des matières

Préambule :	3
1. PRINCIPES GENERAUX DE LEADER	3
2. LE PROGRAMME LEADER 2023-2027 A LA REUNION	4
3. RECEVABILITE D'UNE CANDIDATURE	6
4. CRITERES D'EGIBILITE D'UNE CANDIDATURE GAL	8
5. PRINCIPES DE SELECTION DES GAL	11
6. CRITERES DE SELECTION D'UNE CANDIDATURE	12
7. PRINCIPALES DISPOSITIONS FINANCIERES	13
8. CALENDRIER DE SELECTION	14
9. SOUTIEN PREPARATOIRE	14

ANNEXE 1 – FICHE ACTION SOUTIEN PREPARATOIRE

ANNEXE 2 – GRILLE DE SELECTION

ANNEXE 3 – MODELE FICHE ACTION

ANNEXE 4 – LIGNES DE PARTAGE



Cet appel à candidatures est financé par le Fonds Européen Agricole de Développement Rural (FEADER)

Préambule :

Le présent appel à candidatures a pour objet la mise en œuvre de la mesure LEADER (Type d'intervention 77.05) du Plan Stratégique National 2023-2027 au titre de la programmation FEADER de l'île de La Réunion.

1. PRINCIPES GENERAUX DE LEADER

LEADER est un acronyme pour « **Liaison Entre Actions de Développement de l'Economie Rurale » ». Ces financements accompagnant le Développement Local mené par les Acteurs Locaux (DLAL) ont fait l'objet de cinq programmes d'initiatives communautaires (LEADER I, LEADER II puis LEADER+, l'axe 4 du programme de développement rural FEADER en 2007-2013 et de la mesure 19 du PDR de la Réunion pour la programmation 2014-2022).**

La mise en œuvre de LEADER, est encadrée par les textes suivants :

- Les règlements UE 2021/2115 à 2117 du 2 décembre 2021,
- Le règlement 2021/1060 article 31 à 34
- Le PSN 2023-2027, en particulier la fiche d'intervention 77.05 LEADER.

L'enveloppe 2023-2027 sur LEADER à La Réunion est de **19 millions d'€ de FEADER**.

Les Régions françaises doivent **cibler l'application du programme Leader sur les territoires organisés existants**. Ces territoires sont caractérisés par l'identification d'un périmètre homogène bien défini, l'existence d'un projet global de développement pluriannuel impliquant un partenariat local reconnu, constitué d'acteurs locaux publics et privés qui s'impliquent dans sa mise en œuvre. Une cohérence doit être trouvée entre le territoire organisé et le GAL, en particulier par rapport au périmètre, à sa stratégie, à sa structure et aux moyens d'animation.

La mesure LEADER repose sur les concepts suivants :

1. L'élaboration d'une **stratégie locale de développement** tel que définie à l'article 32 point 1 du règlement 2021/1060 qui contient les éléments suivants :
 - a) une indication de la zone géographique et de la population concernées par cette stratégie (territoire infrarégional identifié au moyen d'une liste précise de communes);
 - b) une description du processus de participation des acteurs locaux à l'élaboration de cette stratégie ;
 - c) une analyse des besoins et du potentiel de développement de la zone ;
 - d) une présentation des objectifs de cette stratégie, accompagnée de valeurs cibles mesurables pour les résultats, et des actions correspondantes envisagées ;
 - e) une description des dispositions prises en matière de gestion, de suivi et d'évaluation, attestant la capacité du groupe d'action locale à mettre en œuvre cette stratégie ;
 - f) un plan financier, précisant notamment la dotation prévue par chaque Fonds, ainsi que, le cas échéant, la dotation prévue par le Feader, ;
2. Un **partenariat local fondé sur une participation d'acteurs publics et privés** chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre de la stratégie de développement et rassemblé au sein d'un Groupe d'Action Locale (GAL) ;
3. Une **approche ascendante** : le GAL est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de la stratégie. La démarche ascendante vise à renforcer le pouvoir de décision des acteurs locaux et doit favoriser l'émergence de solutions innovantes et adaptées au territoire et faciliter l'appropriation des projets locaux par la population.
4. Une approche intégrée et **multisectorielle**, qui présente une interaction entre acteurs et projets issus de différents secteurs de l'économie des espaces ruraux ;
5. La mise en œuvre d'**approches innovantes** pour les territoires concernés en termes de contenu et/ou de méthode

2. LE PROGRAMME LEADER 2023-2027 A LA REUNION

2.1 Les grandes orientations régionales

Dans le cadre de la programmation 2023-2027 à La Réunion, la mise en œuvre de la mesure LEADER, via les stratégies locales de développement (SLD) portées par les Groupes



Cet appel à candidatures est financé par le Fonds Européen Agricole de Développement Rural (FEADER)

d'Action Local, a pour objectif de renforcer la cohérence territoriale et de contribuer au développement durable à long terme des territoires ruraux.

A l'instar de la programmation FEADER 2014-2022, la zone d'activité du GAL, pour la période 2023-2027, est limitée à la zone des Hauts de l'île comprenant le cœur du parc national et l'aire optimale d'adhésion tel que défini par décret n°2007-296 du 5 mars 2007 créant le Parc National de La Réunion.

Ce zonage pourra faire l'objet d'une évolution au cours de la période d'exécution du programme FEADER 2023-2027. Une réflexion avec les acteurs sera menée pour déterminer les éventuels critères d'ouverture de LEADER aux territoires exclus de la définition de la zone des Hauts de l'île en cohérence avec les travaux menés sur la révision du SAR.

Le programme LEADER contribuera à titre principal à l'objectif spécifique H :

Promouvoir l'emploi, la croissance, l'inclusion sociale et le développement local dans les zones rurales, y compris la bioéconomie et la sylviculture durable.

2.2 Modalités de gestion et de gouvernance

Les groupes d'action locale désignent en leur sein un partenaire chef de file responsable des questions administratives et financières ou s'associent au sein d'une structure commune légalement constituée.

Le GAL mettra en place un Comité de programmation. Ce comité de programmation du Groupe d'Action Locale constitué à minima de partenaires privés et publics locaux du territoire, représentatifs des différents milieux socio-économiques, sera l'organe décisionnel de la stratégie Leader du territoire. **Le secteur privé est représenté par** des agriculteurs, des commerçants, des artisans, des représentants d'entreprises (PME, PMI), d'associations, etc.... Une autre partie des membres sera issue de la sphère publique (représentants de collectivités, intercommunalités, acteurs publics locaux, etc). Des représentants d'autres intérêts pourront y être associés. Aussi, les décisions prises dans le cadre de ce futur comité ne devront appartenir à aucun groupe d'intérêt en particulier.

Le Comité est chargé de la mise en œuvre de la stratégie. Il décide du soutien apporté aux porteurs de projets s'intégrant à son plan d'actions au titre de l'enveloppe FEADER qui a été allouée au GAL.



Cet appel à candidatures est financé par le Fonds Européen Agricole de Développement Rural (FEADER)

Par ailleurs, la parité Femme / Homme sera recherchée autant que possible dans la composition du comité de programmation.

Plus largement, le GAL a notamment pour missions :

- D'accompagner les acteurs locaux à élaborer et à mettre en œuvre des opérations, y compris en stimulant leurs capacités de gestion de projet ;
- D'élaborer une procédure de sélection des opérations qui soit transparente et non discriminatoire (qui préviennent également les conflits d'intérêts) et qui prévoit une possibilité de recours contre les décisions de sélection ;
- D'assurer, lors de leur sélection, la cohérence des opérations avec la stratégie de développement en analysant leur contribution à la réalisation des objectifs de ladite stratégie ;
- De veiller à la complémentarité des mesures proposées dans le cadre de LEADER par rapport aux dispositifs 23-27 mis en place à La Réunion dans le cadre du PSN, des autres programmes européens (FEDER, FSE+, etc) et des programmes nationaux ;
- D'élaborer et de publier des appels à propositions ou une procédure de soumission des projets continue y compris la définition des critères de sélection ;
- De réceptionner, d'instruire, et d'évaluer les demandes de soutien, ; afin de les présenter pour avis aux membres du comité de programmation ;
- De suivre et évaluer l'application de la stratégie de développement local et des opérations soutenues ;
- De proposer toute modification de la stratégie locale ainsi que de la maquette financière y afférent ;
- D'instruire les demandes de paiement ;
- D'établir les conventions attributives, pour le FEADER, par délégation de fonction de l'Autorité de Gestion.

3. RECEVABILITE D'UNE CANDIDATURE

Pour être recevable, la candidature comprendra obligatoirement :

- **La lettre de candidature** signée en tant que GAL
- **Une délibération de l'organe délibérant de la structure porteuse accompagnée**

des délibérations de chaque entité partenaire de la candidature en lien avec le présent appel à candidatures LEADER.

- **Un diagnostic du territoire :**

- Présentation détaillée de la structure porteuse et composition du GAL
- Limite de la zone d'intervention du GAL (liste des communes et EPCI concernés, nombre d'habitants total et par commune, l'appartenance à un territoire particulier ...)
- Les données socio-économiques du territoire relevant de la stratégie
- Une analyse des besoins et du potentiel de développement de la zone intégrant une analyse AFOM.
- Une description du processus de participation des acteurs locaux à l'élaboration de la stratégie

- **La stratégie et les objectifs visés :**

- Un plan d'actions cohérent et détaillé composé de fiches actions (modèle annexe N°3) montrant comment les objectifs sont traduits en actions et en plan de financement. Il s'agit de projets de fiches qui seront stabilisés au plus tard lors de la signature de la convention AG/GAL.
- Une fiche spécifique à l'animation et au fonctionnement du GAL sera également proposée (description des moyens humains).

- **La gouvernance**

- Les principes envisagés pour la constitution du comité de programmation (nombre de membres, composition proposée avec engagement des acteurs, mode d'identification et de sélection des membres publics et privés, production de lettres d'intention,...)

- **Le pilotage et l'évaluation**

- Une description des moyens humains dédiés (composition et compétences) et des mécanismes de gestion (organisation interne), qui atteste la capacité du GAL à appliquer la stratégie, et les modalités envisagées pour l'évaluation

- **Le plan de financement de la stratégie**

- Un plan de financement récapitulatif composé d'une maquette globale ventilée sur chacune des fiches action indiquant le montant de FEADER (80% de la Dépense Publique) souhaité, et l'origine de la contrepartie nationale (20% de la Dépense Publique) envisagée,



Cet appel à candidatures est financé par le Fonds Européen Agricole de Développement Rural (FEADER)

RAPPEL : le montant de FEADER affecté à la gestion, au suivi, à l'évaluation de la stratégie ainsi que son animation n'excède pas 25% du montant total de la contribution publique à la stratégie (article 34.1-c du R(UE) 2021-1060)

- **Les pièces administratives** visées au chapitre IV.d) « Composition du dossier » de la fiche action 19.1.1 (annexe 1).

Tout dossier non-recevable fera l'objet d'une décision de non-recevabilité motivée au regard des critères ci-dessus.

4. CRITERES D'EGIBILITE D'UNE CANDIDATURE GAL

Le dossier de candidature du GAL doit rassembler l'ensemble des éléments permettant de comprendre les orientations du GAL en termes de stratégie définie à partir d'un diagnostic territorial, de dispositifs d'intervention et d'organisation interne et externe, notamment dans le cadre du partenariat public/privé.

Le contenu attendu des candidatures est précisé dans le détail en point 6.

Pour être déclarées recevables les candidatures devront respecter les critères suivants :

4.1. Caractéristiques des territoires éligibles

Le dossier de candidature devra préciser le périmètre du territoire candidat en fournissant la liste des communes concernées. Ce périmètre doit être composé de communes contiguës, correspondre à des limites administratives cohérentes et pertinentes et s'insérer dans le périmètre précisé au point 2.1 du présent cahier des charges **afin de favoriser l'organisation et la structuration des territoires des Hauts.**

Dans le cas de cet appel à candidatures, il est précisé qu'une structure porteuse dont le siège se trouve dans une partie de la commune en zone inéligible peut déposer une candidature pour la partie du territoire située dans la zone d'activité éligible du GAL.



Cet appel à candidatures est financé par le Fonds Européen Agricole de Développement Rural (FEADER)

Dans le cas d'une candidature associant un EPCI, ce dernier devra préciser l'articulation avec la stratégie mise en place au titre des ITI des Hauts ainsi que la complémentarité des actions envisagées.

Une même commune ne pourra pas être valorisée sur deux dossiers de candidatures.

4.2 Priorités ciblées

Les priorités s'inscrivent dans les orientations des politiques publiques de l'Etat, de la Région et du Département.

Les candidatures devront se positionner sur une ou plusieurs priorités suivantes :

1) Développement durable du territoire :

- Développer les économies circulaires et les circuits courts en s'appuyant sur la mobilisation des ressources locales, et en prenant en compte les principes du développement durable et de la transition énergétique (favoriser la réutilisation et le remploi, le recyclage, l'économie de l'usage et du partage)
- Soutenir les actions de formations et de sensibilisation à la transition énergétique et écologique pour des acteurs ruraux
- Contribuer au développement rural des territoires par les micro filières de produits identitaires reflétant les richesses du terroir (produits agricoles, artisanaux etc...)
- Proposer des solutions adaptées aux problématiques d'aménagement de territoires intégrant les contraintes environnementales
- Développer l'Agro foresterie

2) Soutien à l'économie du territoire

Pour tous les secteurs cités ci-dessous, si le secteur est concerné par d'autres financements européens, les soutiens proposés devront se faire dans le respect des lignes de partage listés en annexe 4.

- Proposer des opérations d'accompagnement du développement économique et touristique.

- Soutenir les investissements dans les exploitations agricoles et les élevages équins en cohérence avec les fiches actions agricoles s'appliquant sur l'ensemble du territoire. Ces fiches actions seront disponibles sur demande auprès de l'Autorité de gestion.
- Soutenir le financement des Plans Simple de Gestion des propriétaires forestiers privés
- Accompagner le développement de projet (ingénierie, chefferie de projet - hors portes de parc)
- Valorisation des productions agricoles de terroir, y compris la transformation à la ferme
- Développer des activités agro-touristiques
- Proposer une valorisation à caractère économique des ressources patrimoniales culturelles et naturelles y compris sur les espaces naturels (ENS etc...), dans le respect de la biodiversité
- Encourager le renouvellement des générations aux niveaux des entreprises à l'instar de l'article 75 et 77 du R(UE) 2021-2115
- Formation et accompagnement technique des actifs et acteurs dans les hauts

3) La solidarité sociale et qualité de vie des habitants du territoire

- Mener des actions concourant à révéler les talents et les itinéraires de ces habitants (dispositifs spécifiques et à la carte de parcours d'insertion – entrepreneuriat), notamment ciblant les publics en difficultés y compris les jeunes
- Proposer des services de proximité (services essentiels au public : services publics, services sociaux, santé, éducation, numérique, services d'aide à la personne, ...)

4) Culture et Mise en valeur du territoire

- Mobiliser les acteurs locaux autour d'actions fortes au niveau culturel (création et diffusion) s'appuyant sur les potentiels de ces territoires singuliers
- Intervenir dans le domaine de la sauvegarde et de la rénovation du petit patrimoine bâti et non bâti
- Soutenir les projets de coopération, y compris inter GAL hors Zone OI
- Accompagner les Projets spécifiques de territoires isolés tels que Mafate, Grand-Bassin etc



Cet appel à candidatures est financé par le Fonds Européen Agricole de Développement Rural (FEADER)

- Soutenir l'Animation, la communication, l'accroissement des connaissances et les investissements liés aux patrimoines naturels et culturels

4.3 Partenariat Public/Privé

Comme précisé au point 2.3, la candidature devra prévoir la constitution d'un comité de programmation, comportant au moins deux collèges (1 public, 1 privé) pouvant être élargi à 3 ou 4 (comme un collège de représentants d'intérêt sociaux et/ou autres), chacun des collèges devant être représentés de manière à ce qu'aucun groupe d'intérêt particulier ne puisse contrôler les décisions de sélection.

5. PRINCIPES DE SELECTION DES GAL

Les Groupes d'Action Locale (GAL) seront sélectionnés au niveau régional sur la base du présent cahier des charges d'appel à candidatures. La cible fixée au comité de sélection régional **sera 4 GAL** conformément à l'indicateur cible prévu dans le cadre du PSN. Néanmoins le comité de sélection pourra proposer à l'autorité de gestion un nombre différent en fonction des candidatures effectivement reçues, de leur qualité et leur cohérence territoriale.

Dans tous les cas de figure il ne pourra y avoir de chevauchements géographiques au niveau des territoires et des GAL retenus en définitive.

Cet appel à candidatures vise à retenir les candidatures présentant les stratégies locales de développement les plus cohérentes et les plus pertinentes.

Les candidatures pourront être acceptées si et seulement si elles répondent aux critères d'éligibilité précisés au point 4.

Les territoires organisés éligibles et candidats pourront solliciter, le cas échéant, un **soutien préparatoire** pour l'élaboration de leurs candidatures au titre du dispositif 19.1.1 « *Soutien préparatoire aux stratégies de développement local* » du PDRR 2014-2022.

Un comité de sélection régional, sera réuni à l'initiative de l'Autorité de Gestion. Ce comité de sélection s'appuiera sur la grille de sélection préalablement définie afin d'évaluer en toute objectivité les candidatures. **Après consultation et avis préalables des financeurs**, la sélection des GAL devra ensuite être validée par l'Autorité de Gestion.

6. CRITERES DE SELECTION D'UNE CANDIDATURE

Une fois déclarée recevable la candidature sera examinée au regard des points suivants :

Appréciation générale de la candidature :

- ✓ Présentation générale de la candidature,
- ✓ Processus d'implication des acteurs (élaboration de la candidature, diagnostic partagé, mise en œuvre, coopération...),

Compréhension de la problématique et du cahier des charges :

- ✓ Pertinence du territoire choisi par rapport aux enjeux (taille, approche infrarégionale, articulation avec le territoire organisé...),
- ✓ Pertinence de la stratégie et des objectifs (caractère multisectoriel, adéquation globale avec l'analyse AFOM, prise en compte des orientations régionales mentionnées dans le cahier des charges notamment le cadre stratégique partagé, cohérence avec les objectifs généraux du FEADER et les autres fonds européens, ...)

Contenu de la candidature :

- ✓ Valeur ajoutée de la méthodologie proposée en termes de contenu, de promotion d'approches multisectorielles, innovantes et/ou exemplaires ...
- ✓ Cohérence et complémentarité du plan d'action (qualité des actions, faisabilité, adéquation des moyens et des objectifs, articulation avec les autres dispositifs proposés dans le PSN, dans les autres programmes européens en particulier au titre du PO FEDER et de son volet ITI pour les Hauts, diversité, degré d'innovation des actions, ...) par rapport aux besoins et au potentiel de la zone,
- ✓ Solidité du plan de financement (pertinence des dépenses prévues, diversité des cofinanceurs...)

Fonctionnement envisagé :

- ✓ Modalités envisagées pour l'évaluation de la capacité à mesurer les résultats obtenus par rapport aux objectifs définis, (dispositif d'évaluation, indicateurs...).



Cet appel à candidatures est financé par le Fonds Européen Agricole de Développement Rural (FEADER)

- ✓ Qualité de la stratégie de communication
- ✓ Qualité du pilotage proposé (en termes d'organisation du comité de programmation et de son articulation avec les autres ingénieries présentes sur le territoire, méthodologie de sélection des projets...)
- ✓ Niveau et expérience des moyens humains mobilisés pour l'animation et la gestion du programme.

Ces éléments sont rappelés en annexe N° 2, grille relative au critère de sélection

Les meilleures candidatures, parmi celles qui auront obtenues une note minimum de 8/20, seront retenues au terme de la sélection.

7. PRINCIPALES DISPOSITIONS FINANCIERES

Le montant de l'enveloppe pluriannuelle sera déterminé dans le respect de la maquette (cf 1. Principes généraux page 4) par l'Autorité de gestion en fonction du contenu de la candidature et du plan de financement proposé, mais également en tenant compte d'éléments de contexte (population du territoire concerné, superficie, situation socio-économique etc....) qui serviront d'éléments de pondération.

Le taux de cofinancement du FEADER sur la mesure LEADER sera de 80% et s'appliquera à toutes les opérations Leader. La contribution financière du FEADER sera calculée sur la base de la dépense publique figurant dans le plan de financement de chaque opération.

CoFinancements des stratégies LEADER : Les cofinancements seront examinés et programmés dans le cadre des dispositifs relevant de chaque financeur concerné. Chaque candidat, en tant que GAL, sera chargé de rechercher les cofinancements locaux possibles auprès des différentes collectivités ou structures correspondantes.

Ces dispositions financières seront déclinées dans une convention qui sera signée entre l'Autorité de Gestion et le GAL sélectionné.

Cette convention précisera également les délégations accordées et la responsabilité financière qui en dépend.

8. CALENDRIER DE SÉLECTION

- ✓ Lancement de l'appel à candidatures : Septembre 2022
- ✓ Date limite de dépôt des candidatures : 15 mars 2023
- ✓ Date limite de sélection des candidatures : Juin 2023
- ✓ Date limite de conventionnement avec chaque GAL : Décembre 2023

NB : Il est précisé que les critères d'éligibilité et les critères de sélection entreront en vigueur à la date la plus tardive entre les deux échéances suivantes :

- *Le 1^{er} janvier 2023 ;*
- *La date de la décision du ministre en charge de l'agriculture ou, à défaut, la date d'expiration du délai d'un mois à compter de la transmission de la demande du département à exercer l'autorité de gestion régionale.*

Le dossier devra être transmis en 1 exemplaire papier et 1 support numérique (format non modifiable), sous plis cacheté avec la référence

« Appel à candidatures LEADER 23-27 »,

au plus tard le 15 février 2023 à 12h, à l'adresse suivante :

**Département de la Réunion – Service Autorité de Gestion FEADER –
Cellule Appui aux Services Instructeurs
Bâtiment 3 “Service des bourses”, 1^{er} étage – Porte 04
26 avenue de la Victoire, 97400 Saint-Denis**

9. SOUTIEN PRÉPARATOIRE

Les territoires qui déposeront une candidature LEADER peuvent solliciter un soutien financier au FEADER pour élaborer leur stratégie de développement local.

L'aide FEADER au titre du soutien préparatoire sera versée pour les actions préparatoires à l'élaboration et à la mise en œuvre future des stratégies de développement local.

L'aide au Soutien préparatoire sera versée sur justificatifs des dépenses engagées et sera conditionnée à la présentation d'une candidature de sélection. Un examen des candidatures sera effectué par le comité de sélection. Seules les demandes introduites et abouties et répondant aux conditions de recevabilité pour la période 2023-2027 seront retenues pour le financement au titre du soutien préparatoire.



Cet appel à candidatures est financé par le Fonds Européen Agricole de Développement Rural (FEADER)

Le montant du soutien préparatoire est plafonné à 10 000 € HT par candidat.

Le financement de cette aide proviendra de l'enveloppe réabondée du dispositif 19.1.1 « *Soutien préparatoire aux stratégies de développement local* » du PDRR 2014-2022. Cette enveloppe sera divisée entre les candidatures éligibles.

Le début d'éligibilité des dépenses au soutien préparatoire démarre à compter de la date de publication de l'appel à candidatures. La candidature vaut demande d'aide.